

occasions ne manqueront pas pour discuter de la nature et des fonctions du Bureau, qu'une loi soit nécessaire ou non.

M. David Lewis (York-Sud): Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Puis-je poser une question au ministre des Finances et lui demander, si l'on décide qu'aucune mesure législative n'est nécessaire et que, par conséquent, aucun projet de résolution ne s'impose, si lui-même et le gouvernement ont l'intention de déposer un Livre blanc (*White Paper*)... (*Exclamations*)... Ma façon de le prononcer reflète la solidarité du Commonwealth... un Livre blanc ou quelque autre document décrivant les pouvoirs, les objectifs et les fonctions d'un tel Bureau.

L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, s'agira-t-il à ce sujet d'une autre déclaration à la Chambre ou de la présentation d'un Livre blanc ou du recours à ces deux procédés, rien n'a vraiment été décidé, mais je puis confirmer qu'on a l'intention de saisir la Chambre de détails supplémentaires sur la nature de ce Bureau.

M. Lewis: Une autre question complémentaire. Comme l'établissement de ce bureau, d'après ce qu'a expliqué le ministre l'autre jour, entre dans la politique qu'il a exposée au Parlement, nous indiquerait-il si nous obtiendrons ces renseignements supplémentaires avant que le projet de résolution actuellement inscrit au *Feuilleton* soit discuté à la Chambre ou, tout au moins, avant que le bill fondé sur ce dernier projet de résolution soit présenté à la Chambre?

Le très hon. M. Pearson: Oui, monsieur l'Orateur, j'espère être en mesure de faire une déclaration à ce sujet demain ou, au plus tard, lundi.

LA CONSOMMATION

LE RAPPORT SUR LA VENTE AU DÉTAIL DES DENRÉES ALIMENTAIRES DANS LES PRAIRIES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. P. B. Rynard (Simcoe-Est): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de la Consommation et des Corporations. Comme le rapport Batten fait état de bénéfices excessifs et laisse supposer l'existence d'un monopole dans la distribution des produits alimentaires parmi les commerces d'épicerie à succursales multiples, le ministre dirait-il à la Chambre quelles mesures a prises la Division des enquêtes sur les coalitions?

L'hon. John N. Turner (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, nous avons reçu des exemplaires

du rapport et, comme je le disais en réponse à une question précédente à ce sujet, nous examinons toutes les recommandations touchant notre ministère. De fait, j'ai appelé le juge Batten au téléphone ce matin et je l'ai invité à venir à Ottawa la semaine prochaine pour que nous puissions discuter quelques-unes des recommandations de son rapport.

[Français]

QUESTIONS POSÉES AU CABINET

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Réal Caouette (Villeneuve): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse à l'honorable ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration.

A-t-il l'intention d'inclure, dans les cours de recyclage qui sont donnés un peu partout au Canada, des cours de personnalité qui permettraient, par exemple, de déniaiser l'honorable député d'Argenteuil-Deux-Montagnes?

[Traduction]

M. L. R. Sherman (Winnipeg-Sud): Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au premier ministre si, au cas où le gouvernement aurait encore quelques vieilles médailles du centenaire, il songerait à en envoyer une à M. George Bain? (*Applaudissements*)

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Si je peux en trouver une très vieille, je le ferai volontiers, monsieur l'Orateur. (*Applaudissements*)

L'hon. George Hees (Northumberland): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre du Commerce. Pense-t-il être bientôt libre d'exprimer son opinion sur des questions financières, ou bien le premier ministre a-t-il l'intention de le tenir enchaîné sur un navire en perdition? (*Exclamations*)

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.

LES FINANCES

CESSATION POSSIBLE DE TOUT ACHAT D'OR PAR LES ÉTATS-UNIS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Lloyd R. Crouse (Queens-Lunenburg): Compte tenu des clameurs actuelles au sujet de l'or, le ministre des Finances a-t-il reçu des renseignements de son homologue des États-Unis, portant que les États-Unis